

**Le Conseil de développement
économique des municipalités
bilingues du Manitoba inc.**

États financiers
31 mars 2014

**Le Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba inc.**

Table des matières

31 mars 2014

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	2
États financiers	
Bilan	3
État des résultats et de l'évolution des actifs nets	4
État des flux de trésorerie	5
Notes afférentes aux états financiers	6-13



CSTP CHARTERED ACCOUNTANT COMPTABLE AGRÉÉE

P.O. Box 7 GRP 559 RR5 WINNIPEG, MB R2C 2Z2
TEL./FAX. 204.222.0836 CELL. 204.801.1082
EMAIL. CSTPCA@MTS.NET

Le 15 septembre 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres et au conseil d'administration de
Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de **Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2014, et l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mon audit sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.** au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2014, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

 **COMPTABLE AGRÉÉE**

Winnipeg (Manitoba)

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Bilan

Au 31 mars 2014

				31 mars 2014	31 mars 2013
	Fonds général \$	Fonds d'investissement \$	Fonds des immobilisations \$	Total \$	Total \$
ACTIF					
Encaisse	-	314 143	-	314 143	287 262
Subventions à recevoir	377 742	-	-	377 742	231 730
Comptes à recevoir	1 725	4 782	-	6 507	22 233
TPS à recevoir	18 358	-	-	18 358	22 100
Frais payés d'avance	7 145	-	-	7 145	3 993
Placements (note 3)	-	303 844	-	303 844	433 315
Prêts aux petites entreprises (note 4)	-	244 994	-	244 994	303 653
Parts de surplus Caisse Groupe Financier Ltée.	1 706	18 302	-	20 008	20 008
Immobilisations (note 5)	-	-	25 388	25 388	25 692
	406 676	886 065	25 388	1 318 129	1 349 986
PASSIF ET ACTIFS NETS					
Passif					
Avances bancaires (note 6)	182 098	-	-	182 098	108 247
Comptes à payer et dettes courues	12 076	6 454	-	18 530	34 742
Revenus reportés (note 7)	197 637	-	-	197 637	136 639
Apports reportés afférents aux immobilisations (note 8)	-	-	15 272	15 272	17 068
Dette à long terme (note 9)	-	293 805	-	293 805	418 040
	391 811	300 259	15 272	707 342	714 736
Actifs Nets					
Fonds général (note 2)	1 113	-	-	1 113	5 613
Fonds d'investissement (note 2)	-	585 806	-	585 806	621 013
Fonds de réserve (note 2)	13 752	-	-	13 752	-
Fonds des immobilisations (note 11)	-	-	10 116	10 116	8 624
	14 865	585 806	10 116	610 787	635 250
	406 676	886 065	25 388	1 318 129	1 349 986

Approuvé au nom du conseil d'administration :

Président

Trésorier

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

(3)

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

État des résultats et de l'évolution des actifs nets

31 mars 2014

					2014	2013
	Fonds général \$	Fonds d'investissement \$	Fonds des immobilisations \$	Fonds de Fonds de réserve	Total \$	Total \$
Revenus						
Accords de contributions et subventions						
Diversification de l'économie de						
l'Ouest Canada	545 000	-	-	-	545 000	545 000
Service Canada	520 000	-	-	-	520 000	520 000
Patrimoine canadien	165 000	-	-	-	165 000	165 000
Projets (note 15)	980 667	-	-	-	980 667	1 022 385
Intérêts	-	27 203	-	-	27 203	50 221
Amortissement des apports reportés						
aux immobilisations	-	-	1 796	-	1 796	898
Divers (note 16)	157 727	-	-	-	157 727	95 244
	<u>2 368 394</u>	<u>27 203</u>	<u>1 796</u>	<u>-</u>	<u>2 397 393</u>	<u>2 398 748</u>
Dépenses						
Salaires et bénéfices	1 306 357	-	-	-	1 306 357	1 283 436
Frais professionnels et consultants	361 325	-	-	-	361 325	427 243
Loyer et entretien des locaux	209 891	-	-	-	209 891	205 963
Publicité et marketing	139 334	-	-	-	139 334	149 296
Mauvaises créances	-	42 388	-	-	42 388	141 896
Kilométrages, repas et frais de voyages	133 491	-	-	-	133 491	122 364
Divers (note 16)	124 368	-	-	-	124 368	81 576
Frais de bureau	54 652	-	-	-	54 652	46 697
Intérêts sur dette à long terme	-	20 022	-	-	20 022	30 191
Télécommunications	17 743	-	-	-	17 743	19 938
Assurances	4 446	-	-	-	4 446	6 153
Amortissement	-	-	4 804	-	4 804	3 522
Frais de poste et livraison	1 442	-	-	-	1 442	1 972
Frais bancaires et intérêts	1 593	-	-	-	1 593	1 499
	<u>2 354 642</u>	<u>62 410</u>	<u>4 804</u>	<u>-</u>	<u>2 421 856</u>	<u>2 521 746</u>
Excédent (insuffisance) des revenus						
sur les dépenses	13 752	(35 207)	(3 008)	-	(24 463)	(122 998)
Actifs nets au début de l'exercice						
Établissement du fonds de réserve (note 2)	(13 752)	-	-	13 752	-	-
Achats d'immobilisations	(4 500)	-	4 500	-	-	-
Actifs nets à la fin de l'exercice	<u>1 113</u>	<u>585 806</u>	<u>10 116</u>	<u>13 752</u>	<u>610 787</u>	<u>635 250</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

**Le Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**

État des flux de trésorerie

31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
Activités liées au fonctionnement		
Contributions gouvernementales	2 061 270	2 300 595
Contributions non-gouvernementales	64 383	113 908
Argent reçu des clients et commandites	171 528	83 895
Argent payé aux fournisseurs et aux employés	(2 364 181)	(2 360 841)
Intérêts sur dépôts à terme	14 480	18 326
Intérêts sur dette à long terme	(26 104)	(24 258)
	<u>(78 624)</u>	<u>131 625</u>
Activités liées au financement		
Contributions gouvernementales pour achats d'immobilisations	-	17 966
Repaiement de la dette à long terme	(124 235)	(90 681)
	<u>(124 235)</u>	<u>(72 715)</u>
Activités liées aux investissements		
Prêts aux petites entreprises	30 918	114 940
Placements	129 472	94 949
Achats d'immobilisations	(4 501)	(17 966)
	<u>155 889</u>	<u>191 923</u>
Augmentation (diminution) de l'encaisse pour l'exercice	(46 970)	250 833
Encaisse au début de l'exercice	199 023	(51 810)
Encaisse à la fin de l'exercice	152 053	199 023
<hr/>		
Représenté par:		
Encaisse - Fonds d'investissements	314 143	287 262
Parts de surplus	20 008	20 008
Avances bancaires	(182 098)	(108 247)
	<u>152 053</u>	<u>199 023</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2014

1 Constitution

La société fut constituée comme société sans capital-actions et à but non-lucratif en vertu de la loi sur les corporations du Manitoba. Elle débuta ses activités en janvier 1996.

La société a comme mission de stimuler, encourager, appuyer et coordonner le développement économique dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba ("AMBM").

La société est exempte d'impôt sous l'article 149 de la loi d'impôt sur le revenu.

2 Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

a) Comptabilité par fonds

Les revenus et les dépenses afférentes à la prestation de services et à l'administration sont présentés dans le fonds général.

Les revenus d'intérêts, les revenus, les dépenses ainsi que les gains et pertes sur les ressources du fonds d'investissement sont présentés dans le fonds d'investissement. Les revenus tirés de ressources du fonds d'investissement sont grevés d'affectations externes.

Le fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses afférents aux immobilisations.

Le fonds de réserve a été établi cette année et présente les ressources que la société a mis de côté afin d'aider à financer certains projets. Le fonds est grevé d'affectations internes.

b) Constatation des revenus

La société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports affectés tels que les subventions des pouvoirs publics et les revenus d'intérêts du fonds d'investissements sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Le solde des subventions reçues est reporté aux années futures comme revenus reportés sur le bilan.

Les apports affectés à l'achat d'immobilisations sont constatés comme revenu selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement des immobilisations acquises. Les fractions non-amorties des subventions reçues désignées à l'acquisition des immobilisations sont reportées aux années futures comme apports affectés afférents aux immobilisations sur le bilan.

Les apports non affectés tels que les intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2014

2 Principales méthodes comptables (suite)

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants :

Améliorations locatives	10 ans
Mobilier et équipements	10 ans
Équipement informatique	3 ans

d) Instruments financiers

La société évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des comptes à recevoir, des subventions à recevoir, des placements, des prêts aux petites entreprises et des parts de surplus.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des avances bancaires, des comptes à payer et dettes courues et de la dette à long-terme.

e) Trésorerie et les équivalents de trésorerie

La politique de la société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant l'encaisse, les avances bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les parts de surplus. De plus, les dépôts à terme du fonds d'investissements détenus comme sécurité contre la dette à long-terme ne sont pas inclus dans la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

f) Recours à des estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses à l'égard des montants d'actif et de passif portés au bilan ainsi que des montants de revenus et de dépenses imputés au cours de l'exercice couvert par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

g) Fonds d'investissement

Le fonds d'investissement est un fonds d'affectation externe. Il fut établi par des contributions de 500 000 \$ de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ('DÉO'). Ce fonds a pour bût de fournir des prêts aux petites entreprises dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba et dans les autres communautés francophones.

L'accord du 15 septembre 1998 relatif au fonds d'investissement a pris fin le 31 mars 2011.

Ayant reçu l'assurance de la société que les fonds continueraient d'être utilisés selon l'usage auquel ils étaient originellement destinés, DÉO a décidé de laisser la gestion des fonds aux soins de la société.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2014

3 Placements

Les placements comprennent des dépôts à terme détenus à la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 3,0 % à 6,25 %.

Ces dépôts à terme viennent à échéance comme suit mais sont encaissables en tout temps sans pénalité:

	\$
Exercice terminé le 31 mars 2015	123 882
2016	49 345
2018	70 617
2021	60 000
	<u>303 844</u>

4 Prêts aux petites entreprises

Les prêts aux petites entreprises varient de 7 500 \$ à 75 000 \$. Ils portent intérêts à des taux de 5,0 % à 8,25 % et sont remboursables sur une période de 5 à 7 ans. Au 31 mars 2014 la société a jugé nécessaire d'établir une provision pour créances douteuses par rapport à certains prêts en souffrance (68 811 \$) et aux intérêts à recevoir reliés à ces mêmes prêts (3 226 \$).

	31 mars 2014 \$	31 mars 2013 \$
Prêts aux petites entreprises	313 805	438 040
Moins: Provision pour créances douteuses	<u>(68 811)</u>	<u>(134 387)</u>
	<u>244 994</u>	<u>303 653</u>

5 Immobilisations

	31 mars 2014			31 mars 2013		
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$
Améliorations locatives	40 725	40 725	-	40 725	40 725	-
Mobilier et équipements	161 328	140 213	21 115	161 328	137 205	24 123
Équipement informatique	7 638	3 366	4 272	3 139	1 570	1 569
	<u>209 691</u>	<u>184 304</u>	<u>25 387</u>	<u>205 192</u>	<u>179 500</u>	<u>25 692</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2014

6 Avances bancaires

La société a une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux de base de l'institution financière plus 1,5 % (4,75 % au 31 mars 2014). Un contrat de sûreté en premier rang sur tout l'actif de la société a été grevé en garantie de la marge de crédit.

7 Revenus reportés

Les revenus reportés de la société comprennent les fractions des fonds reçus pour les projets non-complétés au cours de l'exercice considérés et destinés à couvrir les charges de projets durant l'exercice subséquent.

	Revenus reportés au 31 mars 2013 \$	Montants reçus \$	Revenus reconnus \$	Revenus reportés au 31 mars 2014 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	-	590 417	(545 000)	45 417
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - Pan Ouest - projets verts	-	50 000	(2 418)	47 582
Manitoba Housing, Community and Cooperative Development	16 976	2 000	(13 976)	5 000
Autres projets	51 372	44 403	(45 246)	50 529
Division scolaire franco-manitobaine - programme des métiers	-	10 000	(9 388)	612
Jeunes Entreprises Manitoba	-	15 250	(11 250)	4 000
Caisse Groupe Financier Ltée. - projets jeunesse	-	20 000	(18 727)	1 273
Caisse Groupe Financier Ltée. - projets coops	42 368	15 000	(44 564)	12 804
Province du Manitoba - WRAPP	8 609	57 500	(45 011)	21 098
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	7 383	5 000	(6 226)	6 157
Agriculture et Agroalimentaire Canada	4 391	-	(4 391)	-
Revenus divers	5 540	155 352	(157 727)	3 165
	<u>136 639</u>	<u>964 922</u>	<u>(903 924)</u>	<u>197 637</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2014

8 Apports reportés afférents aux immobilisations

Les apports reportés afférents aux immobilisations présentés comprennent les fractions non-amorties des subventions reçues ayant servi à l'acquisition des immobilisations.

L'évolution des apports reportés afférents aux immobilisations est comme suit :

	31 mars 2014 \$	31 mars 2013 \$
Solde, au début de l'exercice	17 068	-
Subventions reçues ayant servi à l'acquisition d'immobilisations	-	17 966
Montants amortis dans les résultats	(1 796)	(898)
Solde, à la fin de l'exercice	<u>15 272</u>	<u>17 068</u>

9 Dette à long-terme

La dette à long-terme comprend les emprunts de la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 5,0 % à 8,25 % remboursables en versements mensuels de 8 835 \$ comprenant le capital et les intérêts et remboursable sur une période de 5 à 7 ans. Les placements de la société sont grevés en garantie des emprunts.

10 Engagements

Les engagements minimaux pour les prochains deux ans en vertu de baux se terminant en septembre 2015 se répartissent comme suit :

	Locaux \$	Équipements \$	Total \$
Exercice se terminant le 31 mars 2015	185 207	17 443	202 650
2016	30 868	7 161	38 029

11 Fonds des immobilisations

	31 mars 2014 \$	31 mars 2013 \$
Immobilisations	25 387	25 692
Moins apports reportés	(15 271)	(17 068)
Fonds des immobilisations	<u>10 116</u>	<u>8 624</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2014

12 Information concernant le capital

Le capital de la société est constitué de ses actifs nets. Les objectifs de la société en ce qui a trait à la gestion de son capital consistent à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission. La société gère la structure de son capital en établissant et en surveillant ses budgets annuels de manière qu'il soit maintenu à un niveau satisfaisant. Comme organisme sans but lucratif, la société est dépendante des revenus annuels de subventions. Depuis la période précédente, il n'y eu aucun changement à ce que la société considère comme faisant partie de son capital.

13 Gestions des risques financiers

Les actifs et les passifs financiers de la société l'exposent à divers risques dans le cours normal de ses activités. La société s'est donnée pour objectif de maximiser son profil risque-rendement, à l'intérieur des limites établies, en appliquant des stratégies, des politiques et des procédures de gestion du risque à l'ensemble de ses activités. L'analyse qui suit permet d'évaluer ces risques au 31 mars 2014.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la société subisse des pertes en raison de l'incapacité de ses débiteurs de remplir leurs obligations contractuelles. Les instruments financiers susceptibles d'exposer la société à de fortes concentrations de risques de crédit sont principalement les prêts aux petites entreprises, les subventions et comptes à recevoir. Le risque de crédit est élevé par rapport aux prêts aux petites entreprises vu qu'ils sont souvent des prêts à plus haut risque. Toutefois, le risque à la société par rapports aux subventions et comptes à recevoir n'est pas considéré important puisque les créances sont réparties parmi une vaste clientèle et les paiements sont normalement perçus en temps opportun. 72 037 \$ des montants à recevoir reliés au fonds d'investissement au 31 mars 2014 ont été jugé comme étant des créances douteuses. La société effectue, de façon continue, des suivis auprès de ses clients.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. La société maintient son fonds de roulement à un niveau convenable qui lui permet de remplir toutes ses obligations en temps opportun.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou l'encaisse future d'un instrument financier varie en raison d'une fluctuation des taux d'intérêts commerciaux. La société est exposée au risque de taux d'intérêt puisque les placements portent intérêt à des taux fixes, la marge de crédit porte intérêt à un taux variable et la dette à long terme à des taux fixes. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la société à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou l'encaisse future d'un instrument financier varie en raison d'une fluctuation aux taux de change. La société n'est pas exposée au risque de change du fait que tous ses instruments financiers sont libellés en dollars canadiens et que le nombre de transactions effectuées en devises étrangères est minime.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2014

14 Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été modifiés afin d'être conforme à la présentation financière de l'exercice courant.

15 Revenus - Projets

Le détail des revenus pour les projets spéciaux réalisés durant l'exercice est comme suit :

	2014	2013
	\$	\$
Revenus		
Secrétariat d'Infrastructures Canada-Manitoba	275 510	-
Service Canada - Premier Choix	190 335	218 686
Citoyenneté et Immigration Canada	124 509	-
Association des municipalités bilingues du Manitoba - projets verts	94 122	-
Stratégie du Manitoba en faveur des coopératives	54 654	53 000
Logement et développement communautaire du Manitoba	51 316	43 624
Autres projets	45 246	37 304
Province du Manitoba - WRAPP	45 011	8 891
Caisse Groupe Financier Ltée. - projet coops	44 564	10 193
Caisse Groupe Financier Ltée. - projet jeunes entreprises	18 727	-
Jeunes Entreprises Manitoba	11 250	-
Division scolaire franco manitobaine - projet des métiers	9 388	-
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC)	6 226	7 617
Agriculture et Agro-alimentaire Canada	4 391	359
Bureau de l'éducation française du Manitoba - jeunesse	3 000	30 432
Diversification économique de l'Ouest - Pan Ouest - projets verts	2 418	-
Secrétariat aux affaires francophones - Manitoba	-	50 000
Province du Manitoba - Manitoba Vert	-	15 626
Manitoba Travail et Immigration	-	50 000
Environnement Canada - compostage	-	10 000
Entente de partenariat économique Canada-Manitoba - tourisme	-	127 121
Entente de partenariat économique Canada-Manitoba	-	309 207
CDI-IDC	-	50 325
	<u>980 667</u>	<u>1 022 385</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2014

16 Autres revenus et autres dépenses

Le détail des autres revenus et des autres dépenses de l'exercice est comme suit :

	2014	2013
	\$	\$
Revenus		
Divers - locations, photocopies, etc.	71 004	45 502
Omnium de golf	42 639	39 985
Gala des Pionniers	32 052	-
Comité social	6 352	3 884
Fosse aux lions	5 680	5 873
	<hr/>	<hr/>
	157 727	95 244
	<hr/>	<hr/>
Dépenses		
Omnium de golf	38 396	23 793
Projet de compostage	28 902	8 892
Projets Coop	22 017	-
Fosse aux lions	16 607	15 527
Divers - items promotionnels, cadeaux, pourboires, etc.	8 378	24 841
Comité social	6 352	3 665
Premier Choix	3 716	4 858
	<hr/>	<hr/>
	124 368	81 576
	<hr/>	<hr/>